

BÉCHAR

L'ex-DG de l'OPGI et 13 entrepreneurs sous contrôle judiciaire

Pas moins de 13 entrepreneurs en bâtiment, le directeur d'un bureau d'études, deux cadres et l'ex-directeur général de l'OPGI ont été mis sous contrôle judiciaire en fin de semaine, par le juge d'instruction près le tribunal d'Abadla, a-t-on appris d'une source bien informée.

Selon notre source, le parquet a fait appel de cette décision, plaissant l'incarcération de l'ensemble des prévenus. Il faut dire que les faits reprochés à ces individus sont très graves. L'impunité qui caractérise le monde des entrepreneurs a aiguisé la voracité de plusieurs opportunistes et cadres de l'Etat.

La genèse de cette affaire remonte à l'année dernière. Dans le cadre d'une visite officielle, le wali s'est déplacé, à la tête d'une délégation de cadres, à Abadla, une petite daïra située à 90 km au sud du chef-lieu de la wilaya de Béchar.

Sur place, des bénéficiaires de logements sociaux se sont plaints au chef de l'exécutif de l'état des logements qu'ils venaient d'acquérir. Après les avoir longuement écoutés, M. Zaâlane a abandonné la délégation et s'est rendu, tout seul, dans sa

voiture, dans la cité des 120 Logements. Là, il a découvert l'imaginable : des fuites d'eau potable et une boiserie de piètre qualité, tout comme les matériaux et le béton armé utilisé dans la construction de cette cité, une très mauvaise étanchéité, ainsi que l'installation électrique. Une véritable catastrophe.

Le wali, qui venait juste d'être installé à la tête de la wilaya de Béchar, n'avait rien compris à cette situation. C'est toute la cité des 120 Logements qui est concernée. Très en colère, il a écourté sa visite et est revenu sur Béchar. Il ignorait que la wilaya de Béchar est un cas spécial où l'impunité était une règle. Les collusions entre cadres, techniciens et entrepreneurs ont laissé, parfois, des traces indélébiles dans cette wilaya. Des entrepreneurs qui n'ont d'entrepreneur que le nom.

Même pas une pelle et une brouette, et ils disposent de la catégorie supérieure, acquise grâce des trafics de documents ou à des accointances. Un ancien directeur (DUC) nous a avoué, dans son bureau, que plusieurs entrepreneurs travaillent à l'aide de registres du commerce et de documents scannés et n'ont jamais été inquiétés par le fisc.

Des cadres de certaines administrations sont associés à de pseudo-entrepreneurs et raflent pratiquement tous les marchés juteux, au vu et au su de tout le monde. Des fonctionnaires qui habitent des villas luxueuses et roulent dans de grosses cylindrées avec des comptes très bien garnis.

A Béchar, tout se sait et personne n'en parle. C'est la loi du silence. Il ne faut pas être grand clerc pour débusquer ces gens parmi lesquels de nombreux élus, associés à des parents. De retour à Béchar, M. Zaâlane, très affecté par cette triste découverte, a juré de ne pas fermer les yeux. Il a ordonné l'ouverture d'une enquête judiciaire.

Les enquêteurs de la police ont découvert, au cours des investigations, que des entrepreneurs avaient remis d'importantes sommes d'argent, entre 10 et 12 millions de centimes, à des habitants pour acheter leur silence, nous dit-on.

Lors de leur audition, une partie des entrepreneurs a accablé le responsable du bureau d'études, arguant que celui-ci n'avait émis aucune réserve.

L'enquête a été achevée et se trouve désormais entre les mains des juges. Parmi ces 13 entrepreneurs, 10 avaient réalisé 80 logements, inscrits dans le programme 2005/2009, pour un montant total de 6 milliards 590 millions de centimes et les 3 autres ont été chargés de construire 10 logements dans le cadre du programme du Grand-Sud pour un coût total de 4 milliards 276 millions de centimes.

Notre source ignore, cependant, le montant de la facture remise par le bureau d'études aux responsables de l'OPGI.

Lies Mourad

On achève bien la steppe à Sebdou

Les dernières pluies ont complètement changé le décor sur les hauteurs de Tlemcen, il a suffi de quelques jours de soleil pour que la nature offre un nouveau paysage aux voyageurs en direction du Grand Sud.

Nous sommes encore loin du printemps, mais la steppe qui agonisait depuis des années est en train de revivre. C'est un bon signe, les tribus nomades n'auront plus à se déplacer avec leur cheptel vers les terres du Nord. Entre Aricha et Sebdou, la vie a repris ses droits. Cependant, si le spectre de la sécheresse n'est plus qu'un vieux souvenir, il y a une autre menace qui plane sur cette étendue naturelle qui sépare le Nord du Sud.

De tout temps, la zone steppique a constitué un vrai barrage vert pour la protection des zones humides, cet espace naturel protégeait l'homme et la nature. Mais pour combien de temps encore ? La question mérite d'être posée, car les barons du foncier sont en train d'envahir ces grands espaces qui échappent à toute surveillance.

Ces derniers jours, les éléments de la gendarmerie ont dû intervenir, en pleine nuit, pour arrêter le massacre, ils ont surpris le conducteur d'un tracteur en train de défricher la terre sur une superficie de 200 ha en pleine steppe. Ces zones protégées et interdites à toute exploitation sont livrées aux nouveaux barons qui ignorent complètement le danger qui menace la région.

En détruisant la couverture végétale, la menace sur l'écosystème et l'équilibre écologique devient réelle avec la disparition de la toundra et de l'alpha, les régions du Nord subiront les conséquences d'un climat désertique chaud et les terres agricoles disparaîtront à moyen terme. Ce qui se passe dans la steppe est très grave et on se demande comment des gens se permettent de détruire tout un environnement. Ces

terres sont défrichées en pleine nuit comme l'atteste l'arrestation de cette personne à 2h du matin à Tamouslouta. L'arrestation du conducteur de l'engin agricole a permis d'identifier les commanditaires. Vraisemblablement, il s'agit de gens aisés qui résident dans la capitale de l'ouest et qui paient gracieusement ; la personne prise en flagrant délit de défonçage du sol est passée aux aveux. Il perçoit 1000 DA pour chaque hectare défriché à la sauvette. Selon les premières constatations, les dégâts sont très importants, plus de 200 ha d'alpha et de toundra ont été détruits pour être transformés en exploitation agricole par ces nou-

veaux colons de la steppe. Suite à cette intrusion délibérée sur des espaces protégés, la commune de Bouihi s'est constituée partie civile après le dépôt d'une plainte. D'autre part, on apprend que dans les communes avoisinantes de Sidi Djilali, d'El-Gor et de Magoura, de grandes superficies du foncier steppique ne sont désormais qu'un paysage nu, qui oblige les éleveurs à s'exiler ailleurs faute de pâturage. Ce n'est pas uniquement le pastoralisme qui est en danger, mais toute la population de la steppe. La direction de l'environnement est interpellée pour arrêter ce massacre.

M. Zenasni

ALIMENTÉE À PARTIR DU BARRAGE DE BÉNI HAROUN

Mila connaît une grosse pénurie d'eau potable

Mila et toutes les agglomérations du nord de la wilaya, alimentées à partir du barrage Béni Haroun, précisément de la station de traitement de Aïn Tine, connaissent depuis quelques jours une grosse pénurie d'eau potable, malgré le remplissage et le débordement même du barrage Béni Haroun, qui a atteint la capacité historique de 1 milliard de mètres cubes.

Le hic est que notre Algérienne des eaux (ADE), censée gérer ce précieux liquide, ne trouve même pas nécessaire d'aviser ses usagers sur les raisons d'une telle coupure ni les délais d'un hypothétique rétablissement de l'alimentation.

Selon le ouïe-dire, le problème est lié à une rupture dans la canalisation principale qui alimente ce couloir à partir de la station de traitement. Combien de temps faudrait-il à l'ADE pour y remédier ? C'est le wait and see ! Il est nécessaire de souligner que beaucoup de cités continuent à être alimentées au compte-gouttes, malgré la disponibilité des réserves en eau, dans une wilaya qu'on aime qualifier de capitale de l'eau. Et dire qu'au lendemain de l'inauguration du barrage Béni Haroun, il y a plus de 4 ans, on promettait une distribution H24 pour tous les foyers.

Heureusement que nos ménagères, rodées par l'expérience de la vie, n'ont pas fait dans la précipitation, et ont gardé jalousement leurs jerricans et autres moyens de stockage ; car le H24 à Mila n'est certainement pas pour demain, et cela même avec la mise en service et le remplissage à ras bord du plus grand barrage d'Algérie !

A. M'haimoud

Braquages de bijouteries du centre-ville en milieu de journée, braquages de commerçants-grossistes également en plein jour, agressions avec violence sur des hommes et des femmes sans distinction, et ce, dans les rues passantes de la ville d'Oran.

Les quartiers périphériques, les agglomérations secondaires sont des lieux de théâtre de cambriolages, mais surtout d'agressions avec armes blanches.

Portables, sacs à main, bijoux même en toc, sont la cible de voyous qui sévissent à plusieurs, quels que soient l'endroit, l'heure et parfois avec une audace et un calme qui fait froid dans le dos. La situation d'insécurité a atteint un tel degré que dans les discussions, les termes de «sioufa-bouchia» sont ceux qui reviennent le plus en ce moment dans les rues d'Oran : «J'ai peur chaque matin quand je dois tout simplement me rendre à l'arrêt de bus pour aller au travail. Il y a deux jours, une étudiante s'est fait agresser par deux individus qui sont partis calmement !», témoigne une mère de famille. Aux rues Larbi-Ben-M'hidi, Khemisti ou encore l'avenue Loubet, il n'est pas rare d'entendre parfois brutalement un cri d'une femme qui vient d'être prise à partie par des agresseurs. Tout comme les courses-poursuites qui se produisent, dans les ruelles adjacentes pour tenter de rattraper des agresseurs souvent jeunes.

Haï Emir Abdelkader, paisible bourgade à quelque 7 km d'Oran mais rattachée à la commune de Sidi Chahmi, qui ne dispose ni de siège de Sûreté ni de poste de gendarmerie, est devenu le terrain de chasse de bandes de malfaiteurs venues de grands quartiers d'Oran. Depuis peu, ce sont deux à trois agressions avec violences et coups qui s'y produisent chaque semaine.

Un phénomène nouveau pour les habitants de cette agglomération, jadis, réputée pour être calme et tranquille. L'on pourrait énumérer à satiété les témoignages de victimes d'agressions avec violence, et c'est ce dernier aspect qui inquiète le plus comme le

ZONE INDUSTRIELLE

DE SKIKDA

Un deuxième sit-in des agents 2SP en l'espace de 4 jours

Les agents en sûreté interne de la société de gardiennage 2SP reviennent à la charge ce dimanche en observant un sit-in devant le poste d'accès à la zone pétrochimique de Skikda.

Brandissant des banderoles, dès 9h du matin, les contestataires se sont dispersés vers midi, après avoir eu à discuter avec le coordinateur principal du 2SP, un représentant du wali, les services de sécurité et la presse locale.

Pour rappel, jeudi, 150 agents se sont rassemblés devant le même poste d'accès. Au vu de la mobilisation de dimanche, il s'avère que le nombre de ceux qui veulent adhérer au mot d'ordre de contestation ne cesse d'augmenter. La suite s'annonce chaude. Ils étaient plus de 300 agents, soit plus du double, nombre relevé lors du sit-in de jeudi passé, à exiger la satisfaction immédiate de leurs revendications. Titularisation, octroi de l'augmentation de 20% sur le salaire de base, réévaluation de la prime d'intéressement annuelle de 10 000 à 30 000 DA, prise en charge des soins auprès des CMS du groupe Sonatrach, telles sont, entre autres, les plus importantes contenues dans une requête dont nous détenons une copie. Les agents demandent aussi de ne pas se voir exclure, comme le confirme leur statut de temporaire, de plusieurs avantages : les prêts, les promotions, la formation, le perfectionnement, les logements de fonction et la souscription à la mutuelle. Mercredi, selon notre source, un préavis de grève sera déposé.

Zaid Zoheir

ORAN FACE À L'INSÉCURITÉ

Une situation préoccupante

prouvent les statistiques de la Sûreté de wilaya. Rien que pour le mois dernier, l'on a enregistré 1 050 affaires liées à la criminalité dont 688 concernant des vols et 382 agressions avec coups et blessures volontaires. Dans la majorité des cas, ces agresseurs sévissent en bandes et sont des récidivistes. Jusqu'au ministre de l'Intérieur qui, ce jeudi à Oran, déclarait que la criminalité primaire à Oran posait un vrai problème et qu'il fallait agir sérieusement.

Pour l'heure, la psychose et le sentiment d'insécurité qui se répandent partout, sont la source d'un profond malaise généralisé dans la population.

Fayçal. M

AÏN DEFLA

3 dealers sous mandat de dépôt

Agissant sur information faisant état de vente de drogue en plein centre-ville de Rouina, notamment en divers points de la rue du 1^{er}-Novembre, à différentes heures, par un individu âgé de 26 ans, les services de la Sûreté de daïra de Rouina ont tendu une souricière au malfrat pour le prendre en flagrant délit. Au moment de son interpellation, jeudi dernier, il avait pris la fuite mais il a été vite rattrapé par les policiers qui se sont lancés à sa poursuite, alors qu'il avait sur lui 19 g de kif traité, répartis en 16 doses prêtes à être commercialisées, avec en plus une somme de 11 300 DA, qu'on estime être le produit des ventes de la journée.

Présenté hier lundi au parquet, le juge d'instruction près le tribunal de Aïn Defla a placé le mis en cause en détention provisoire. Toujours dans le cadre de la lutte contre le trafic de drogue, deux autres dealers ont été placés sous mandat de dépôt pour détention, consommation et commercialisation de stupéfiants. Le premier, âgé de 35 ans, a été arrêté par les services de la Sûreté de daïra d'El Abadia, tandis que l'autre par la Sûreté de daïra d'El Attaf, avons-nous appris de source policière.

Karim O.